

Zoom sur ...

... le World Investment Report 2020 de la CNUCED❖ **Baisse des IDE en Afrique en 2019, à l'instar des autres régions en développement**

Les flux mondiaux d'IDE se sont situés à 1 539,8 Mds USD en 2019, en légère hausse (+3%) par rapport à 2018, tirés par les flux vers les économies développées, en lien avec l'atténuation de l'impact des réformes fiscales de 2017 aux États-Unis. En revanche, à l'instar des autres régions en développement, **l'Afrique a enregistré une baisse des entrées d'IDE en 2019, de près de 10,3%, à 45,4 Mds USD**, imputable à une croissance économique plus modérée et à un ralentissement de la demande des matières premières, indique le rapport. **L'Afrique de l'Ouest a pour sa part affiché une baisse de 20,8% des entrées d'IDE, avec 10,9 Mds USD en 2019**. Cette évolution s'explique en grande partie par la forte baisse des investissements au **Nigéria (-3,1 Mds USD ; -48,4%)**, en raison des nouvelles réglementations en matière d'investissement pour les entreprises multinationales du secteur pétrolier et gazier. En outre, on note **un fort dynamisme des IDE en Côte d'Ivoire (+62,7%), qui ont atteint le milliard de dollars**, permettant ainsi au pays de gagner une place pour devenir le 3^{ème} récipiendaire d'IDE en Afrique de l'Ouest, derrière le **Nigéria (3,3 Mds USD)** et le **Ghana (2,3 Mds USD)**, et devant le **Sénégal (983 M USD)** et la **Mauritanie (885 M USD)**.

Niveau des IDE en Afrique de l'Ouest (en M USD)

Pays	Flux - Entrées		Flux - Sorties		Stocks - Entrées	
	2018	2019	2018	2019	2010	2019
Bénin	194	230	10	32	604	2 433
Burkina Faso	268	208	68	33	354	2 664
Cap-Vert	105	104	-20	-21	1 252	2 169
Côte d'Ivoire	620	1 009	145	394	6 978	10 775
Gambie	33	32	-6	0,2	323	443
Ghana	2 989	2 319	81	37	10 080	38 445
Guinée	353	45	-	-1	486	4 738
Guinée-Bissau	21	31	-	1	63	229
Libéria	143	138	84	102	10 206	8 862
Mali	467	494	0,3	59	1 964	4 971
Mauritanie	773	885	4	5	2 372	8 995
Niger	466	593	39	52	2 251	7 011
Nigéria	6 401	3 299	538	276	50 973	98 618
Sénégal	848	983	53	114	1 699	6 398
Sierra Leone	218	368	-	-	482	2 084
Togo	-183	133	70	677	565	1 619
Afrique de l'ouest	13 717	10 870	1065	1760	90 651	200 452
Afrique	50 577	45 368	8 157	5 337	603 657	953 996

Les sorties d'IDE en provenance d'Afrique ont également diminué, notamment de 34,6% pour atteindre 5,3 Mds USD en 2019. Cependant, l'Afrique de l'ouest a affiché une tendance contraire : une progression de 65,3% des sorties d'IDE en provenance de la sous-région.

Avec 954 Mds USD, l'Afrique renferme 2,6% des stocks d'IDE dans le monde en 2019. Dans la sous-région ouest-africaine, les stocks s'établissent à 200,5 Mds USD, majoritairement détenus par le Nigéria (48,2%) et le Ghana (19,2%), suivis de la Côte d'Ivoire (5,4%), de la Mauritanie (4,5%) et du Libéria (4,4%).

❖ **La baisse des IDE en Afrique s'accroîtra en 2020**

La crise sanitaire liée à la COVID-19 a eu des effets immédiats (suspension, report ou annulation de plusieurs projets) sur les IDE et aura des conséquences potentiellement durables (resserrement des marges réinvesties, adoption de nouvelles restrictions liées aux investissements dans certains pays...). Selon les projections de la CNUCED, **les flux mondiaux d'IDE devraient baisser en 2020 (entre -30% et -40%) et en 2021 (entre -5% et -10%), avant d'amorcer une reprise en 2022**.

Au niveau de l'Afrique, la baisse des IDE devrait s'exacerber considérablement en 2020 en raison du double choc de la pandémie et de la faiblesse des prix des matières premières, en particulier du pétrole. **Les flux d'IDE vers le continent pourraient ainsi se contracter entre 25% et 40%**. Déjà, les premiers indicateurs montrent une **forte baisse des projets d'investissement annoncés sur le continent pour le premier trimestre 2020 (-58% en valeur et -23% en nombre)**. De même, **en avril 2020, le nombre de projets de fusions et acquisitions (M&A) transfrontalières ciblant l'Afrique avait diminué de 72% par rapport à la moyenne mensuelle de 2019**. Cependant, estime l'institution des Nations unies, deux facteurs offrent l'espoir d'une reprise des flux d'investissement vers le continent à moyen et long terme. Le premier est l'intérêt grandissant des grandes économies pour le continent, favorisant ainsi l'investissement dans les infrastructures, les ressources naturelles, mais aussi le développement industriel. [La nouvelle initiative française, Choose Africa, avec une enveloppe globale de 2,5 Mds EUR sur la période 2020-2022, s'inscrit dans ce cadre](#). Le second est relatif au renforcement de l'intégration commerciale, en lien notamment avec la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

ACTUALITE REGIONALE

Mise sous surveillance des notations souveraines de la Côte d'Ivoire et du Sénégal

Les notations souveraines de la [Côte d'Ivoire](#) et du [Sénégal](#) (« Ba3 » pour chacun ; note de catégorie spéculative avec risque de crédit non négligeable) ont été récemment placées sous surveillance par l'agence de notation Moody's. En effet, l'agence estime que la participation des deux pays à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD) augmente le risque de perte des créanciers. Elle reconnaît que la suspension du service de la dette envers les créanciers publics seuls ne devrait pas avoir d'incidence sur la notation. Cependant, l'appel du G20 aux créanciers du secteur privé à participer à l'ISSD à des conditions comparables augmente le risque de défaut sur la dette privée selon la définition de Moody's, bien que les deux pays aient expressément affirmé qu'ils n'étendraient pas l'initiative aux créanciers privés. L'agence se donne donc une période d'observation afin d'évaluer si la mise en œuvre de l'ISSD par les deux pays se fera effectivement sans la participation du secteur privé, auquel cas leurs notes seront probablement maintenues au niveau actuel.

Le HCR lance un appel de fonds de 186 M USD pour la crise des réfugiés et des déplacés internes au Sahel

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a lancé le 12 juin [un appel de fonds d'un montant de 186 M USD](#) pour assurer la protection et apporter une assistance vitale aux réfugiés, déplacés internes, rapatriés et communautés d'accueil dans la région du centre du Sahel. Cet appel de fonds comprend les besoins initiaux pour 2020 d'un montant de 97 M USD, 29 M USD pour mettre en œuvre les mesures de prévention et de lutte contre le COVID-19 dans les zones de déplacement, et 60 M USD pour renforcer la réponse d'urgence du HCR dans le cadre de sa stratégie pour le Sahel. Cet appel est intervenu une semaine avant la publication par l'organisation onusienne d'un rapport de [Tendances mondiales](#) sur les réfugiés. Celui-ci estime le nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile ou de personnes « déracinées » dans leur propre pays à 79,5 millions en 2019, avec de moins en moins de perspectives de rentrer dans leur région d'origine. Le Sahel compterait 3,1 millions de réfugiés, déplacés internes, rapatriés et personnes à risque d'apatridie, dont près de 850 000 personnes rien qu'au Burkina Faso.

Une quinzaine de pays africains, dont 6 en Afrique de l'Ouest, reçoivent des dons marocains pour la lutte contre le COVID-19

[Des équipements et matériels de riposte contre le coronavirus sont arrivés – entre autre – le 14 juin à Dakar et le 15 juin à Bissau.](#) Ils sont constitués de masques de protection, de visières, de charlottes, de blouses, de gel hydroalcoolique, ainsi que des boîtes de chloroquine. Pour rappel, ce don fait partie d'une vaste opération de soutien organisée par le Maroc auprès d'une quinzaine de pays africains, dont le Sénégal, le Burkina Faso, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et le Niger en Afrique de l'Ouest. Selon le ministère des affaires étrangères marocain, l'aide inclut au total 8 millions de masques, 30 000 litres de gel hydroalcoolique ainsi que 75 000 boîtes de chloroquine. Il précise que tous les produits et équipements sont fabriqués au Maroc et respectent les normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Un sommet extraordinaire Chine-Afrique sur la solidarité contre la pandémie, organisé par vidéo-conférence le 17 juin

Le sommet a été organisé conjointement par la Chine, l'Afrique du Sud, qui exerce la présidence tournante de l'Union africaine (UA), et le Sénégal, pays qui co-préside le Forum sur la Coopération sino-africaine (FCSA). Au total, 13 Présidents africains y ont participé, dont le Président du Mali, Ibrahim Boubacar Keita, du Niger, Mahamadou Issoufou et du Sénégal, Macky Sall. [Dans un discours publié par l'agence chinoise Xinhua](#), le Président chinois s'est dit prêt à « annuler les prêts sans intérêt arrivant à échéance fin 2020 ». [Le communiqué conjoint publié par Xinhua](#) indique que la Chine mettra effectivement en œuvre l'Initiative du G20 et du Club de Paris sur la suspension du service de la dette pour les pays les plus pauvres. Pour rappel, les ministres des Finances du G20 et les créanciers du Club de Paris s'étaient accordés, le 15 avril 2020, sur une suspension

temporaire du service de la dette pour les pays les plus pauvres, faisant écho à la demande formulée le 19 mars par les ministres africains des Finances, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, puis reprise par la Banque mondiale et le FMI. L'objectif de l'ISSD est d'aider ces pays à faire face économiquement aux conséquences de la pandémie du COVID-19, notamment en leur permettant d'utiliser l'espace budgétaire créé pour augmenter les dépenses sociales, sanitaires ou économiques en réponse à la crise. 6 pays ouest-africains en ont déjà officiellement bénéficié. Entre 2000 et 2018, [l'Initiative de recherche sur la Chine et l'Afrique \(CARI\)](#) de l'Université Johns Hopkins estime que la Chine et les créanciers chinois ont prêté 152 Mds USD aux Etats africains ou leurs entreprises publiques.

BENIN

Le gouvernement obtient 6,5 Mds FCFA de la Coopération allemande dans le cadre des programmes d'appui à la gouvernance des collectivités locales

[Le gouvernement à travers le ministre de l'Économie et des Finances a procédé, le 12 juin 2020, à la signature du contrat de financement de 6,5 Mds FCFA \(9,9 M EUR\) entre l'Allemagne et le Bénin](#) pour la cinquième phase de son Programme d'appui au Fonds de développement des communes (FADeC). Cet appui financier additionnel sera transféré entièrement en 2020 aux collectivités locales. Toutefois, à la différence des appuis précédents, une partie des ressources accordées (3,9 Mds FCFA) ne sera pas dédié au financement des infrastructures, mais utilisée par les communes pour la prévention et riposte contre la COVID-19. Il s'agira de : (i) mettre en place les dispositifs nécessaires aux collectivités pour assurer une certaine distanciation sociale ; (ii) construire des dispositifs d'accueil des malades à l'entrée des centres de santé pour séparer de manière sûre ceux souffrant du COVID-19 ; (iii) réhabiliter les branchements publics en eau potable et mise en place des dispositifs mobiles de lave mains dans les marchés et écoles pour assurer la disponibilité d'eau potable pour la population.

BURKINA FASO

Des recettes propres en baisse et un déficit à plus de 5% dans le projet de loi de finances rectificative transmis à l'Assemblée nationale

Le projet de loi de finances rectificative (LFR) pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2020, [a été validé en Conseil des ministres le 17 juin 2020](#). La LFR vise à prendre en compte l'impact économique, social et financier de la pandémie de COVID-19, sur la base d'une croissance projetée à 2%, contre 6% selon la dernière revue du FMI. La LFR reflète une importante baisse des recettes propres, projetées à 2 038,9 Mds FCFA (3,1 Mds EUR) contre 2 233,3 Mds FCFA (3,4 Mds EUR) dans la LFI. Les dépenses budgétaires sont établies à 2 508,1 Mds FCFA (2,8 Mds EUR) contre 2 518,5 Mds FCFA pour la LFI. Le déficit budgétaire se situerait à plus de 5% du PIB, à 469,2 Mds FCFA (714,5 M EUR), contre 285,1 Mds FCFA (434,2 M EUR) – moins de 3% – pour la loi de finances initiale.

Résultats de la production minière 2019 et perspectives 2020

Selon la direction générale des mines et de la géologie (DGMG), en 2019 [la production cumulée des mines industrielles d'or du pays est estimée à 50,3 tonnes et les recettes d'exportation du secteur minier s'élèvent à 1372,2 Mds FCFA](#) (2,1 Mds EUR). Malgré la baisse de la production d'or (-1,7 tonne) et des recettes d'exportation (-10,9%) par rapport à l'année précédente, cette production a rapporté au budget de l'Etat 256,4 Mds FCFA (390,5 M EUR), en légère hausse de 4,3 Mds FCFA (6,5 M EUR), et représente 13,1% du PIB (contre 12,7 en 2018). La baisse des recettes d'exportation a été en partie compensée par la hausse du cours de l'or enregistrée en 2019, le montant des royalties étant passé de 50,6 Mds FCFA (77,1 M EUR) à 59,18 Mds FCFA (90,1 M EUR) entre 2018 et 2019. En dépit de l'entrée en production de la mine Wahgnion Gold, la baisse de production en 2019 s'explique par l'épuisement effectif (Netiana), par l'insécurité (Semafo Boungou) ou des difficultés techniques (Youga, Semafo Mana). Les perspectives 2020 sont plutôt bonnes avec la reprise de Semafo Boungou, la montée en puissance de Wahgnion, l'entrée en production de la mine de Sanbrado, exploitée par West African Resources dans la province du Ganzourgou, l'ensemble sur fond de hausse

exceptionnelle du cours de l'or. Par ailleurs, l'unique mine de zinc a produit 211,2 K tonnes de concentré de zinc en 2019.

Création d'un fonds de garantie pour rajeunir le parc automobile du pays

Le ministère des Transports et la Société financière de garantie interbancaire du Burkina (SOFIGIB) ont signé, le 15 juin 2020, une convention ayant pour objectif de [faciliter le rajeunissement du parc des véhicules de transport au Burkina Faso](#). Cette initiative est soutenue par la Banque mondiale, qui a effectué un premier versement de 5,5 Mds FCFA (8,3 M EUR), dont la gestion a été confiée à la SOFIGIB. Le financement proposé aux entreprises se situe dans une fourchette de 25 à 146 M FCFA et les critères d'éligibilité des entreprises sont : être de droit burkinabè et à jour de ses obligations fiscales et sociales ; posséder une licence de transports valide ; mettre à la casse des camions usagers correspondant au nombre de camions sollicités pour les cas de renouvellement et apporter une preuve de marché institutionnel, formel et crédible ; acheter un véhicule de 5 ans maximum. Enfin, l'apport personnel doit être supérieur ou égal à 10% et la durée du crédit est fixée à 7 ans. A noter que pour accéder à ce crédit, il faut être propriétaire de neuf véhicules au minimum, dont au plus cinq véhicules de même type que le véhicule à renouveler, dans la limite de 27 véhicules.

CAP-VERT

Baisse du nombre de touristes au premier trimestre 2020 (-27% en glissement annuel)

Selon [l'Institut national de statistiques](#), le nombre de clients dans les établissements hôteliers du pays a diminué de 27% au premier trimestre 2020 par rapport à la même période en 2019, pour s'établir à 170 000, et le nombre de nuitées de 29%. Le Royaume-Uni est le principal pays d'origine des touristes, avec 21% des entrées, suivi de la France (13%), de l'Allemagne (12%) et des Pays-Bas (11%). Le taux global d'occupation des lits était de 53% en moyenne au premier trimestre. Pour rappel, le Cap-Vert accueille plus de 700 000 touristes chaque année et le secteur représente habituellement près de 25% du PIB. La pandémie de COVID-19 limitant très fortement les déplacements touristiques, le Cap-Vert pourrait connaître une récession de 5,5% en 2020, contre des prévisions initiales de +5%.

COTE D'IVOIRE

La Banque mondiale débourse 315 M USD pour booster la gestion des déchets et réduire les risques d'inondation dans les grandes villes

[La Banque mondiale a approuvé, le 12 juin, un crédit de l'Association internationale de développement \(IDA\) de 315 M USD à la Côte d'Ivoire](#) pour prévenir les risques d'inondation et améliorer la qualité de gestion des déchets solides à Abidjan et dans plusieurs grandes villes du pays. Le Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU) vise à améliorer la gestion des eaux pluviales et des ordures ménagères, afin de réduire les risques d'inondations et sanitaires élevés auxquels sont confrontés les ménages urbains pauvres. La première phase de mise en œuvre, dotée d'une enveloppe de 37 M USD, sera consacrée à la construction et à la réhabilitation des systèmes de drainage pour une meilleure canalisation des eaux pluviales dans les quartiers les plus exposés comme Yopougon et Abobo, ainsi que Grand Bassam. Par ailleurs, le PARU mettra en place un système d'alerte précoce des inondations et renforcera les capacités des institutions en charge de l'assainissement et de la planification urbaine, à travers la formation et l'équipement en technologies numériques dédiées. Il lancera également à partir de 2021 la phase de construction de nouveaux sites d'enfouissement à Abidjan ; les sites des villes secondaires suivront en 2022. Pour rappel, le taux de collecte des déchets solides est de 40% en moyenne dans les grandes villes ivoiriennes.

La France accorde un financement de 19,6 Mds FCFA (30 M EUR) pour renforcer le plan de riposte sanitaire contre la COVID-19

Afin de soutenir le plan de riposte sanitaire ivoirien contre la COVID-19, [la France a acté le 9 juin dernier l'octroi d'un appui financier d'un montant global de 19,6 Mds FCFA \(30 M EUR\) à la Côte d'Ivoire](#). Ce financement comprend une subvention de 8,3 Mds FCFA (12,7 M EUR) provenant du fonds du Contrat de

désendettement et de développement (C2D) et un prêt souverain de l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 11,3 Mds FCFA (17,3 M EUR).

Baisse du revenu des ménages et du chiffre d'affaires des entreprises ivoiriennes en raison de la COVID-19, d'après une enquête du patronat ivoirien

Menée du 12 au 29 mai 2019, [une enquête commanditée par le patronat ivoirien](#) a permis d'évaluer l'impact de la COVID-19 sur les entreprises. Ont participé à l'enquête, 125 entreprises dont 45% sont des grandes entreprises et 51% des PME. Les principaux résultats de l'enquête sont les suivants : (i) au niveau de l'activité, 84% des entreprises estiment ainsi que leur chiffre d'affaires est en baisse sur la période de janvier à avril 2020 relativement à la même période l'année précédente, plus de 50% des entreprises ne pourraient pas survivre au-delà de 3 mois en cas de continuité de la COVID-19 et 15% des PME affirment que la crise a déjà entraîné la fermeture de leurs entreprises ; (ii) au niveau de l'emploi, 5% des entreprises ont procédé à des licenciements, un quart a mis en chômage technique leurs employés et 11% n'ont pris aucune mesure particulière et ont maintenu le même rythme de travail ainsi que la totalité de leurs employés ; (iii) concernant les besoins financiers, 66 % des entreprises interrogées ont eu recours au dispositif de soutien mis en place par le Gouvernement et la BCEAO.

La Côte d'Ivoire signe 12 conventions d'investissements dans le caoutchouc

[Le gouvernement ivoirien a signé, le 16 juin, 12 conventions d'investissement avec des usiniers pour la transformation le caoutchouc naturel.](#) Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'Etat à l'accroissement de la capacité nationale d'usinage, dont l'objectif est d'absorber à terme toute la production de fonds de tasse exportée. Pour rappel, une ordonnance adoptée le 9 octobre 2019 (n° 2019-826) instituait des mesures fiscales incitatives spécifiques aux investissements réalisés dans le secteur de la transformation de l'hévéa. Les 12 entreprises signataires s'engagent à augmenter leur volume total de caoutchouc naturel transformé d'au moins 400 000 tonnes d'ici 2023. Les investissements prévisionnels (hors taxes) sont estimés à 56,6 Mds FCFA (86,4 M EUR). 1 819 emplois pourraient être créés, dont 1 610 permanents. Pour rappel, l'hévéa représentait 5,1% des exportations de la Côte d'Ivoire en 2018, soit 672 M USD.

Légère progression des exportations de bananes ivoiriennes vers l'UE, à 339 300 tonnes en 2019

[D'après la revue Fruitrop du Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement \(CIRAD\)](#), les exportations de bananes des pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) vers l'Union européenne (UE) ont atteint environ 620 000 en 2019, en hausse de 2% par rapport à l'année précédente – [dont 339 300 tonnes environ en provenance de la Côte d'Ivoire](#), premier producteur ACP (+7,4% par rapport à 2018). En Afrique de l'Ouest, seul le Ghana (85 100 tonnes) est également exportateur. Cette progression serait notamment liée au repli des bananes latino-américaines (Équateur, Colombie et Costa-Rica majoritairement) qui ont perdu 1,5 point de parts de marché. Elle intervient en outre dans un contexte inédit, où la consommation par habitant sur le marché européen a connu pour la première fois un essoufflement depuis 2012 : le volume annuel du fruit consommé par tête a en effet reculé de 115 g, à 12,7 kg, pendant que la consommation globale était quasi-stable à 6,5 M tonne. A noter que la banane « dollar » domine encore largement les ventes vers l'UE, avec une part de marché de 73,6% contre 16,8% (+1 point) pour les ACP et 9,6% (+0,5 points) pour la production européenne. Pour rappel, les bananes africaines sont exportées à plus de 90% vers l'Union européenne, le reste étant consommé localement.

Investissement de 108 Mds FCFA annoncé pour la Zone industrielle de Yamoussoukro

[Le ministère du Commerce et de l'Industrie a annoncé un projet d'investissement de 108 Mds FCFA](#) (164,9 M EUR) pour la zone industrielle de Yamoussoukro, à proximité des localités de Zambakro et d'Akpassékro. Cette zone de 750 hectares est destinée à accueillir des entreprises du secteur de l'agro-industrie (transformation de noix de cajou, broyage de cacao, etc.). La première phase est déployée sur une superficie de 250 hectares. En moins de 5 ans, près de la moitié de cet espace est en exploitation. On relève notamment la présence du groupe ivoirien Sipra du secteur avicole à travers sa filiale Ivograin. Une procédure d'appel d'offres démarrera prochainement en vue de sélectionner un opérateur pour le développement de la zone à

l'instar de la zone industrielle d'Akoupé-Zeudji (nord-ouest d'Abidjan). Cet investissement qui s'inscrit dans la continuité de la politique d'extension des zones industrielles sur l'ensemble du territoire (Bouaké, Bonoua, Korhogo, Odienné, Séguéla et Yamoussoukro), vise à porter la part du secteur à 30% en 2020 (contre 26% en 2019) et l'utiliser comme levier pour la croissance, l'emploi et le développement des autres secteurs de l'économie.

Baisse des revenus du secteur des hydrocarbures de 6,3% en g.a. au premier trimestre 2020

[Au cours du premier trimestre 2020, les productions de pétrole brut et de gaz naturel sont respectivement estimées à 2,5 M barils et 18 769 Mds BTU](#), soient respectivement une baisse de 25,09% et une hausse de 2,99% par rapport aux résultats obtenus en 2019 sur la même période, du fait de la déplétion naturelle sur le bloc CI-26 et de la limitation des capacités de production de pétrole brut sur le bloc CI-40 suite à l'arrêt de l'exportation de gaz naturel. La valorisation de la part Etat de pétrole brut et de gaz naturel s'établit à 41,1 M USD (24,4 Mds FCFA), en baisse de 6,30% par rapport au premier trimestre 2019. Ces tendances résultent des effets combinés de la baisse de la production de pétrole brut et de gaz naturel et du prix moyen pondéré de valorisation du pétrole brut.

GAMBIE

Les dépenses budgétaires en hausse de 29% sur la période de janvier à avril par rapport à 2019

[Selon le ministère des Finances et des Affaires économiques, les dépenses totales du gouvernement gambien se sont élevées à 5,08 Mds GMD \(88 M EUR\) de janvier à avril 2020](#), soit une hausse de 29% par rapport à la même période l'année dernière. Les salaires et autres dépenses récurrentes représentent 50% des dépenses, et les salaires ont augmenté de 31% sur un an, passant de 1 Md (17 M EUR) à 1,3 Md GMD (22 M EUR). Cette augmentation est attribuée au recrutement de nouveaux enseignants : le Ministère de l'Education de base et secondaire est la première entité en termes de dépenses, représentant 18% du total sur la période. Par rapport à avril 2019, le service de la dette a diminué de 51%, passant de 1,2 Md (21 M EUR) à 607 M GMD (10 M EUR), résultat du report de dette accordé par les créanciers du pays. Les dépenses d'investissement ont augmenté de 348% par rapport à 2019, représentant 14% des dépenses totales, en raison du décaissement de la première tranche pour le projet de réhabilitation de Banjul.

GUINEE

Financement additionnel de 10,9 M USD pour la lutte contre la COVID-19

[Le 18 juin 2020, la Banque mondiale a approuvé un financement additionnel de 10,9 M USD de l'Association internationale de développement \(IDA\)](#) pour appuyer les efforts de la Guinée dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19. Le Projet d'appui à la lutte contre la COVID-19, qui soutient le Plan national de riposte COVID-19, permettra de répondre aux besoins sanitaires immédiats à travers des actions de prévention, détection et de traitement des patients atteints du COVID-19. Il soutiendra l'installation d'unités de soins intensifs, de services d'hospitalisation et l'achat d'équipements de protection du personnel soignant, notamment des combinaisons de protection, des gants et des masques.

Les restrictions sanitaires entraînent la perte de 7 700 tonnes de pommes de terre

Depuis la mise en place du confinement de la ville de Conakry du reste du pays, les producteurs de pommes de terre de la Fédération des paysans du Fouta Djallon connaissent d'importantes difficultés à écouler leur production. Cette première mesure, à laquelle s'est ajoutée plus tardivement celle de la fermeture des marchés de la région de Labé, a entraîné [la perte de 7 700 tonnes de pommes de terre](#). [Le gouvernement a repris le 11 juin le contrôle de la filière des mains de la Fédération des paysans du Fouta Djallon, pourtant financée par la Banque mondiale, en l'attribuant au ministère de l'Agriculture](#). Ce changement soudain inquiète les quelques 5 000 agriculteurs qui vivent de la culture de la pomme de terre dans cette sous-région.

LIBERIA

Le Fonds pour l'environnement mondial approuve un financement de 8,9 M USD pour un projet de résilience côtière

[Le Fonds pour l'environnement mondial \(FEM\) a annoncé le 3 juin une nouvelle subvention de 8,9 M USD](#) pour les pays les moins avancés pour un projet de résilience côtière, qui bénéficiera à 80 000 personnes et réhabilitera 20 000 hectares d'habitats côtiers dégradés. Mis en œuvre par l'Agence de protection environnementale (EPA) du Libéria et soutenu par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le projet a une durée de sept ans. Il vise à protéger les communautés côtières vulnérables du Comté de Sinoe contre la montée des eaux, la dégradation des habitats côtiers et d'autres risques liés au changement climatique. Il combine des cofinancements multiples : l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) contribuera avec un cofinancement 28 M USD, la BM apportera une aide de 15 M USD, et Conservation International fournira 500 000 USD de contributions en nature dans le cadre de ses actions continues au Libéria et en Afrique de l'Ouest. Ce projet s'appuie également sur des projets antérieurs et en cours financés par le FEM et par le Fonds vert pour le climat. Pour rappel, plus de la moitié des 4 millions d'habitants du Libéria vit à moins de 64 km de la côte, ce qui exerce une importante pression sur les écosystèmes côtiers pour l'obtention de nourriture, de terres, pour l'extraction minière et d'autres ressources.

MALI

L'African Gold Group réorganise sa direction avant la prochaine entrée en production de la mine de Kobada

Dans un contexte extrêmement favorable de cours élevés du métal jaune (once d'or à 1725 USD au 18 juin 2020, en hausse de 13,7% depuis le début de l'année), [le groupe minier canadien African Gold Group \(AGG\) a nommé un ex-dirigeant de Glencore, Danny Callow, à sa tête en vue de préparer la mise en exploitation prochaine de la mine de Kaboda](#). Pour rappel, le projet nécessite un investissement de 125 M USD, amorti en moins de 4 ans après l'entrée du site en production, et devrait aboutir à la production de près de 730 000 onces d'or sur 9 ans. La production annuelle moyenne serait de 100 000 onces sur les cinq premières années. Le Directeur général entend s'appuyer sur les résultats de l'étude de faisabilité finale qui vient de lui être livrée pour se concentrer sur la recherche de financement. Le projet dispose déjà de toutes les autorisations requises pour entrer en phase de construction. L'or est de loin le premier produit d'exportation du Mali, avec 2,5 Mds USD exportés en 2018 (soit plus de 70% des exportations totales).

Légère hausse du niveau des prix entre avril et mai 2020

[En mai 2020, l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages au Mali a enregistré une hausse de 0,8% par rapport au mois précédent](#), selon l'institut national de la statistique. Cette hausse est principalement liée au renchérissement des biens et services des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,3%) et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,2%). Toutefois, en moyenne annuelle, le taux d'inflation est négatif et se situe à -1,8% en mai 2020. Il demeure ainsi en dessous du seuil de convergence communautaire de 3% fixé par l'UEMOA.

MAURITANIE

Signature de plusieurs conventions de financement de l'AFD d'un montant total de 3,5 M EUR pour la lutte contre le coronavirus et la gestion pacifiée des ressources naturelles dans la région Hodh El Gharbi

Le ministre mauritanien de l'Economie et de l'Industrie, l'Ambassadeur de France et le Directeur de l'AFD en Mauritanie ont signé, le 12 juin, [une convention de financement de 2,5 M EUR](#) pour un projet d'appui au plan national de riposte sanitaire au COVID 19. Celui-ci vise notamment à renforcer la surveillance épidémiologique et à appuyer les laboratoires pour étendre les dépistages. Par ailleurs, [l'Ambassade de France, l'AFD Mauritanie et l'ONG OXFAM ont signé, le 18 juin, une convention de financement de 1 M EUR](#) pour un projet d'appui à la gestion pacifiée des ressources naturelles et des espaces pastoraux de la région

du Hodh El Gharbi. Ce projet, mis en œuvre par les ONG OXFAM et ODZASAM, constitue un des trois volets d'action rapide du programme d'appui au Développement économique local et aux initiatives communales, et figure notamment dans le programme d'investissement prioritaire du G5 Sahel. Cette convention devrait aider à la restauration de terres dégradées, l'aménagement pastoral, et la réhabilitation de points d'eau le long des couloirs de transhumance.

La commission d'enquête parlementaire sur l'ancien Président Mohamed Ould Abdel Aziz en phase de finalisation du dossier

La Commission d'enquête parlementaire, qui étudie actuellement 7 grands dossiers économiques de la décennie de l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz, ne procédera plus à aucune audition à partir du 19 juin. Elle souhaite désormais compiler les informations recueillies afin de les renvoyer au bureau de l'Assemblée nationale chargé de préparer le rapport final devant être publié en juillet. L'ancien Président, dont la future convocation est annoncée régulièrement, devrait finalement être entendu début juillet lorsque l'ensemble des données seront disponibles. Pour mémoire cette commission d'enquête a été créée à la demande des députés d'opposition le 31 janvier 2020 et doit rendre ses conclusions au mois de juillet.

Accord pour l'extension de la mine d'or de Tasiast entre la société Kinross et l'Etat

[Le ministre mauritanien du Pétrole, des Mines et de l'Energie et le directeur du groupe minier Kinross ont signé le 15 juin 2020](#) une lettre d'intention destinée à modifier le contrat d'exploitation minier de 2006. Cet accord prévoit pour Kinross [un nouvel investissement de 300 M USD](#) pour l'extension de la mine et la délivrance par l'Etat d'un permis d'exploitation de 30 ans. [La Mauritanie obtient satisfaction sur plusieurs points](#) : i) la redevance de production devrait grimper de 3% à maximum 6,5% selon le cours de l'or ; ii) l'Etat dispose gratuitement de 15% de la nouvelle mine de Tasiast-Sud et d'une option d'achat de 10% supplémentaires ; iii) le gouvernement va nommer deux représentants au sein du conseil d'administration ; iv) la société minière s'est engagée à poursuivre sa politique de « mauritanisation » du personnel et des sources d'approvisionnements. Kinross souhaite porter ses capacités de traitement de 12 000 tonnes/jour à 24 000 et améliorer la rentabilité de son site. Pour rappel, l'or représentait 12% des exportations de la Mauritanie en 2018, soit 232,1 M USD.

NIGER

Adoption par l'Assemblée Nationale du projet de loi sur la construction et l'exploitation de l'oléoduc Niger-Bénin

[Le projet de loi relatif à la construction et à l'exploitation sur le territoire nigérien du système de transport des hydrocarbures par canalisation Niger-Bénin a été adopté par le Parlement](#) au cours de la plénière du 12 juin 2020. Selon le ministre du Pétrole, Foumakoye Gado, son adoption consacre l'entrée en vigueur de la convention de transport signée le 15 septembre 2019 avec China National Petroleum Company (CNPC). Le Niger devrait ainsi voir sa production de pétrole multipliée par cinq, de 20 000 b/j jour à 100 000 b/j (voire 110 000 b/j), dès la première année de mise en exploitation de la nouvelle installation, en 2022. Cette exploitation devrait durer 8 ans et entraînera un bond de 16% à 68% de la part du pétrole dans les recettes d'exportation du Niger. Lancés officiellement le 16 septembre 2019, les travaux sont réalisés par l'entreprise chinoise Wapco Niger. Le coût du projet est estimé à 6,1 Mds USD répartis entre le développement des gisements pétroliers (4 Mds USD) et l'oléoduc et le terminal pétrolier (2,1 Mds USD).

Cinq nouveaux permis de recherches pour la Société canadienne des mines du Liptako

[La Société canadienne des mines du Liptako \(SML\) S.A va bénéficier de cinq nouveaux permis pour la recherche de l'or et des substances connexes](#) dans la région de Tillabéri. En contrepartie de ces permis, la société minière s'engage à investir 13 M EUR (8,7 Mds de FCFA) dans les trois années suivant la signature des conventions et à créer de l'emploi. Filiale de la société canadienne Semafo, SML exploite, depuis 2004, de façon industrielle la mine d'or de Samira Hill, dans la région de Tillabéri. Sa production annuelle est actuelle

est estimée à 1,5 tonne (sur environ 53 tonnes extraits de manière industrielle). Pour rappel, l'or représentait 12,4% des exportations du Niger en 2018, soit 144,4 M USD.

Les élections locales pourraient être à nouveau reportées

Le Premier Ministre, Brigi Rafini, a présidé le 12 juin [une réunion extraordinaire du Conseil national de dialogue politique \(CNDP\)](#) boycottée par l'opposition nigérienne (Front pour la Démocratie et la République, Front de l'Opposition Indépendante, Front Patriotique et Front pour la Restauration de la Démocratie et la Défense de la République). Tandis que les partis politiques présents se sont mis d'accord sur la nécessité de reporter les élections municipales et régionales, l'opposition est fermement contre cette proposition dont l'enjeu est de taille, les scrutins ayant été plusieurs fois reportés depuis 2016.

SENEGAL

Les services du FMI concluent une mission de revue au Sénégal

[Le Fonds monétaire international \(FMI\) a tenu une mission virtuelle du 2 au 12 juin 2020](#) pour mener des entretiens dans le cadre de la première revue de l'accord avec le FMI au titre de l'Instrument de Coordination de la Politique Economique (ICPE) qui a été approuvé en janvier 2020. Selon la chef de mission, la croissance serait révisée à 1,1% en 2020, contre 5,3% en 2019. Cette prévision reposerait sur la maîtrise de l'évolution de la pandémie, la mise en œuvre des mesures de soutien à l'économie et une reprise graduelle de l'activité au cours du second semestre de 2020. La prise en compte de l'impact de la pandémie sur la collecte des recettes et les besoins de dépenses supplémentaires porterait le déficit budgétaire prévisionnel à 6,1% du PIB en 2020, pour revenir progressivement à 3% du PIB à l'horizon 2022 (objectif de convergence de l'UEMOA). Selon les services du Fonds, la mise en œuvre du programme soutenu par l'ICPE est satisfaisante. Pour rappel, l'ICPE est un instrument non financier qui aide les pays à faible revenu à élaborer des programmes économiques. Il est d'une durée de 3 ans dans le cas du Sénégal.

La Sonatel (Orange) annonce une émission obligataire pour 100 Mds FCFA

[Le Conseil d'administration du groupe Sonatel a voté une résolution de recours à un emprunt obligataire de 100 Mds FCFA \(152 M EUR\)](#), approuvé par Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF). Cette initiative s'inscrirait dans le cadre du financement de son plan d'investissement 2020 au Sénégal, principal marché du groupe Sonatel. Ce plan serait dédié (i) aux investissements sur les infrastructures permettant de soutenir le segment Voix, (ii) à l'accélération des principaux relais de croissance et le lancement de nouveaux métiers (énergie, banque, contenus multimédias), et (iii) à continuer la modernisation et l'extension du réseau Sonatel. Pour rappel, la part de marché d'Organe est évaluée à plus de 50% sur le marché des télécommunications mobiles, face à ses concurrents Free et Expresso, selon l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes.

Création de quatre nouvelles aires marines protégées

[Le Président Macky Sall a signé quatre décrets portant création d'aires marines protégées](#) dans plusieurs localités du Sénégal : (i) un décret portant extension de l'aire marine protégée de Gandoul, (ii) un décret portant création de l'aire marine protégée de Somone, (iii) un décret portant création de l'aire marine protégée de Kalalawou Blou Fogny à Bignona (Sud) et (iv) un décret portant création l'aire marine protégée de Gorée, qui polariserait plusieurs communes (Gorée, Dakar-Plateau, Hann Bel Air, Thiaroye/Mer, Dalifort, Mbao et de Rufisque-Ouest).

SIERRA LEONE

Troisième subvention de 100 M USD de la Banque mondiale en soutien à la productivité et à la transparence

La Banque mondiale a annoncé, le 17 juin, que son Conseil d'administration a approuvé [une subvention de 100 M USD de l'Association internationale de développement \(IDA\)](#) destinée à soutenir un développement

économique durable et inclusif, en créant les conditions d'une productivité accrue dans certains secteurs économiques et en améliorant la transparence des processus décisionnels gouvernementaux. Ce [financement de la politique de développement](#) (DPF), selon la Banque, soutiendra les réformes en cours pour renforcer la stabilité macroéconomique, augmenter la productivité dans l'agriculture et la pêche, promouvoir la transparence dans les marchés publics, et construire un système efficace de divulgation des actifs pour lutter contre la corruption. Pour rappel, l'impact de la pandémie de COVID-19 entraînera une contraction de l'économie sierra léonaise de l'ordre de 2,3% en 2020, contre une prévision initiale de croissance de 4,9%.

TOGO

Le Togo bénéficie de l'initiative de suspension du service de la dette

[Au titre de l'initiative du G20 relative à la suspension du service de la dette \(ISSD\), le Club de Paris a approuvé la suspension du service de la dette du Togo envers les pays créanciers membres](#), du 1^{er} mai au 31 décembre 2020. Le montant de ce report de paiement n'a pas été communiqué. Pour rappel, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et la Côte d'Ivoire bénéficient déjà officiellement de l'initiative, et le Sénégal a indiqué vouloir y participer.

Fin du programme de revenu universel de solidarité mis en place au début de la pandémie de COVID-19

[Le programme de revenu universel de solidarité \(Novissi\)](#) – mis en place par le gouvernement pour soutenir les citoyens togolais ayant perdu leur revenu en raison de l'adoption des mesures de riposte contre la COVID-19 – a été suspendu le 12 juin en raison de la fin des mesures limitant l'activité de certaines professions. Au total, 11,3 Mds FCFA (17,2 M EUR) auront été dépensés pendant la durée de vie du programme (2 mois) pour près de 570 000 bénéficiaires, soit en moyenne 20 000 FCFA (30 EUR) par bénéficiaire. Pour rappel, le Novissi n'a concerné que deux zones (le grand Lomé et Tchaoudjo).

La gratuité de la tranche sociale d'électricité devrait coûter environ 6 Mds FCFA à l'Etat

[La mesure de gratuité, initialement prévue pour couvrir les trois mois de l'état d'urgence sanitaire et bénéficier à 340 000 ménages](#), concernera finalement un peu plus de 404 000 ménages sur la même durée. Le coût total prévisionnel de la mesure s'élève donc désormais à 6 Mds FCFA (9,1 M EUR) contre 5,1 Mds FCFA (7,8 M EUR) initialement annoncés.

Malgré la relative hausse du prix des céréales sur les marchés mondiaux, les prix togolais restent stables

[D'après l'INSEED](#), et alors même que les cours des céréales sont plutôt à la hausse sur les marchés mondiaux, le prix de ces denrées a diminué de 0,6% au Togo entre avril et mai, et de 2,2% en g.a. (de mai 2019 à mai 2020). Parmi les raisons pouvant expliquer cette stabilité des prix : l'existence de stock de céréales – que l'Agence nationale de sécurité alimentaire au Togo (ANSAT) continue de structurer ; la vente de céréales par l'ANSAT à prix fixé par décret ; l'autosuffisance agroalimentaire du Togo, etc... D'après le dernier Bulletin économique sur le marché des céréales en Afrique, cette tendance devrait se poursuivre sur les marchés du maïs, du riz, du mil et du sorgho.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque